



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-050

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit international et Droit européen,
parcours type Juriste International
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élus étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit international et Droit européen, parcours type Juriste International sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit international et Droit européen, parcours type Juriste international, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit international des affaires. Plus précisément, l'étudiant approfondira le droit du commerce international, le droit fiscal international, le droit international des sociétés, le droit international des contrats, le droit de la propriété intellectuelle, les modes alternatifs des conflits, le droit économique. En outre, l'étudiant acquiert des compétences spéciales en matière de négociations de contrats, de droit économique hispanique, droit aérien et droit bancaire international et en droit de l'environnement. Enfin, il acquiert aussi des compétences professionnalisantes à travers la rédaction de contrats et des exercices de mise en situation.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit international et Droit européen, parcours type Juriste international, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit international ou Droit des affaires ou toute autre mention Droit, ou tout autre diplôme jugé équivalent par la commission de sélection au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat d'une lettre de motivation ainsi que des aptitudes en anglais du candidat. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit international, parcours Juriste international, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le Master 2 Droit, Economie, Gestion, Droit international et Droit européen, parcours type Juriste international, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités

d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 4 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 50 et 10 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

6.2 – Les enseignements sont dispensés en français ou en anglais.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 - Pour l'UE5 du semestre 4, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de 3 mois dont la finalité est la mise en pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage qui comprend notamment la présentation d'une question en rapport avec le stage. La note prend en compte tant l'appréciation de l'étudiant stagiaire par le maître de stage que la qualité du rapport écrit.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche, sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité, qui est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la présidente de l'université. Il pourra également faire un stage facultatif qui donnera lieu à attestation de stage mais sans affectation d'une note.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3 et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées:

Semestre 3 :

- **UE 1** : une épreuve de contrôle continu dans chacune des matières composant l'UE1
- **UE1 et UE2** : une épreuve orale d'exposé-discussion (dans la langue dans laquelle l'enseignement a été procuré : français ou anglais) portant sur les matières de l'UE1 ou de l'UE 2. Pour l'exposé-discussion, l'étudiant tire au sort un sujet portant sur l'UE1 ou l'UE2 et le prépare pendant 30 minutes. L'étudiant présente son exposé pendant 10 minutes, puis le jury lui posera des questions sur l'autre UE (s'il tire un sujet de l'UE1, des questions sur l'UE2 lui seront posées ; et inversement, s'il tire un sujet de l'UE2, des questions sur l'UE1 lui seront posées). La note tiendra compte de la présentation de l'exposé et des réponses apportées aux questions du jury.
- **UE3** : Un Grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'unité.

- **UE 4** : une note de contrôle continu sur chaque matière.

Certains enseignements ne donnent pas lieu à notation car il s'agit d'une unité destinée à encadrer les étudiants dans leur travail de recherches (méthodologie du mémoire) ou l'accompagnement dans la recherche d'un stage et d'un futur emploi (simulation d'entretien d'embauches, rédaction de CV en français et anglais, etc.). Les conférences seront l'occasion d'organiser des rencontres entre étudiants et acteurs les plus variés du monde professionnel.

Semestre 4 :

- **UE5** : pour la voie recherche : une note prenant en compte la qualité du mémoire et de la soutenance. Pour la voie professionnelle : la note comprend la qualité du rapport de stage et l'évaluation du stage par le maître de stage. Sur décision et évaluation du responsable du Master, la note du mémoire rédigé pour la participation à l'un des concours figurant en annexe de l'arrêté peut se substituer à la note du rapport de stage. Dans ce cas, l'étudiant ne peut bénéficier de points de bonification pour la participation à ce même concours.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des deux semestres est sanctionnée par la note de 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

ARTICLE 10 Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une session de rattrapage à l'exception de l'UE5 : stage ou mémoire de recherche du semestre 4. Les notes obtenues dans ces UE seront conservées pour cette session.

10.2 – L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 – Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignant de la matière soumise à contrôle continu.

ARTICLE 11 Bonifications

11.1- Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20.

Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.2- La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. Toute note inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire, sauf délibération spéciale du jury.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 500/1000 points pour le semestre 3 et 100/200 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis. Toute note inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire, sauf délibération spéciale du jury.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation :

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 500/1000 points pour le semestre 3 et 100/200 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 50 et 10 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13 Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes:

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11.99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13.99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15.99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11.99

- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13.99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15.99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 27 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la
Vie Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit international et Droit européen, parcours-type Juriste International, année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Mutualisation (M2 JI Porteur)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Droit du commerce international	Obligatoire		15	18		Contrôle continu sur chaque matière + un exposé discussion commun avec UE2	30 points pour chaque contrôle continu + 90 points pour Exposé	300
	International Trade Alternative Dispute Resolutions	Obligatoire	M2 International Business Law		12				
	International Contracts	Obligatoire			12				
	Droit international des sociétés	Obligatoire			12				
	Droit fiscal international	Obligatoire			9				
	Droit social international	Obligatoire			12				
	Propriété intellectuelle	Obligatoire			12				
UE2	International business law practice	Obligatoire		15	28		un exposé discussion commun avec UE1	300	300
UE3	Drafting and negociation of international contracts	Obligatoire		10	30		Grand oral	200	200
	International banking and financial law	Obligatoire			6				
	Séminaires de Environmental Law	Obligatoire			6				
	International arbitration	Obligatoire	M2 International Business Law		6				

Annexe 1 Master 2 mention Droit international et Droit européen, parcours-type Juriste International, année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement	
UE4	Comparative Civilization Workshop	Obligatoire	10		18	Contrôle continu sur chaque matière	40	200	
	Cross-cultural Business Workshop	Obligatoire			16		40		
	Séminaires de Comptabilité	Obligatoire		9			60		
	Techniques de distribution et de coopération internationale	Obligatoire		9			60		
	Conférences	Obligatoire		20		Non évalué			
	Tutorat	Obligatoire			9	Non évalué			
	Insertion professionnelle	Obligatoire			3	Non évalué			
	Méthodologie du mémoire et du rapport de stage	Obligatoire			18	Non évalué			
Bonification						3.33% maximum du total des points du semestre			
TOTAL semestre 3			50	201	64		1000	1000	
Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement	
UE5	Voie professionnelle	A choix 1/2	10	7		Rapport de stage	200	200	
	Voie recherche	A choix 1/2				Mémoire et soutenance			
Bonification							3.33% maximum du total des points du semestre		
TOTAL semestre 4			10	7	0		200	200	
TOTAL Année			60	208	64		1200	1200	



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media